

**Commission:** Haut-Commissariat aux ressources

**Question :** Des hauts fonds à la lune, y a-t-il des limites à l'exploitation des ressources ?

**Auteur:** Niger

Située au cœur du Sahel, la République du Niger est un pays riche en ressources naturelles, à savoir l'uranium, le pétrole, le fer, le charbon et l'or. Le Niger est devenu membre de l'ONU peu après son indépendance, le 20 septembre 1960. Depuis le 26 juillet 2023, notre territoire est dirigé par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Actuellement, notre nation traverse une situation critique en matière de sécurité nationale. Les récentes activités terroristes à la frontière du Mali, la montée du banditisme, ainsi que la mauvaise gestion du mandat précédent nous ont plongés dans une instabilité sécuritaire. C'est dans ce contexte que notre gouvernement militaire a décidé d'agir.

Notre pays produit 10 % du charbon mondial et possède plusieurs réserves pétrolières, estimées à environ 300 millions de barils. Sur notre territoire, la diversité des minéraux est importante, bien que leur extraction soit encore limitée, notamment pour l'or, le cuivre, l'argent, le platine, l'étain, les phosphates, le fer, le titane, le gypse et le lithium. Cependant, c'est l'uranium qui domine notre économie minière. Le Niger est l'un des plus grands producteurs mondiaux d'uranium, se classant au cinquième rang, avec des mines phares comme Somair, Cominak et Somina. En 2019, le Niger comptait avec 6 % de la production mondiale d'uranium, et en 2020, il produisait 6 203 tonnes d'uranium. Toutefois, le marché énergétique reste un enjeu crucial pour notre pays.

Dès 1890, le Niger a été placé sous domination française. L'ère coloniale a été marquée par une exploitation systématique des ressources naturelles et une limitation de notre autonomie économique. Depuis la crise pétrolière de 1973, avec l'augmentation des prix du pétrole, la France a concentré ses efforts sur la diversification de ses sources d'énergie. C'est dans ce contexte que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a cherché à réduire la dépendance énergétique de la France en se tournant vers l'exploitation de l'uranium nigérien. Ce processus a parfois été perçu comme une forme de néocolonialisme, avec des avantages significatifs pour la France, mais une exploitation limitée des bénéfices pour le Niger.

Pendant plusieurs décennies, la France a soutenu une politique nucléaire, exploitant massivement les ressources d'uranium du Niger. Les coûts de production étaient très bas, tandis que les conditions de travail pour les mineurs nigériens étaient souvent difficiles. Si certaines critiques ont été formulées à l'égard des conditions de travail, il est également important de souligner que cette coopération a permis au Niger de développer une industrie minière et de renforcer certaines infrastructures. L'entreprise française Areva (aujourd'hui Orano) a joué un rôle clé dans ce développement, même si l'exploitation s'est parfois faite au détriment des intérêts économiques du Niger. Aujourd'hui, des accords sont en cours pour permettre à notre pays de reprendre progressivement le contrôle de ses ressources. En effet, pendant le dernier demi-siècle, l'énergie nucléaire est devenue la principale source d'énergie de la France, devenant le pays européen avec le plus nombre de réacteurs atomiques (plus de cinquante). Cela a placé l'uranium du Niger comme un ressource stratégique pour garantir l'autosuffisance énergétique française, lui permettant même de l'exporter aux pays voisins.

Aujourd'hui, l'uranium représente une alternative aux ressources polluantes telles que le charbon ou le pétrole. Avec la transition énergétique mondiale, l'énergie nucléaire, alimentée par l'uranium, est désormais considérée comme "verte" par le Parlement Européen.

En effet, pas seulement en Europe mais dans le reste du monde, le Niger a une opportunité de dominer le marché énergétique actuel. La demande d'uranium est en forte hausse, notamment dans les pays occidentaux tels que la France, où la construction de nouvelles centrales nucléaires progresse. Le Niger peut devenir une puissance d'exportation pour les nations privilégiés. Notre économie peut encore croître. Et notre population pourra enfin se libérer du colonialisme par le biais du développement de ce marché énergétique. Les nouvelles autorités militaires du Niger ont exprimé leur volonté de revoir les contrats avec les entreprises étrangères et de réorienter l'exploitation des ressources naturelles pour mieux en faire profiter la population locale. C'est ainsi que le 20 juin 2024, notre gouvernement a retiré à Orano le permis d'exploiter la mine d'uranium d'Imouraren. Cette mine compte avec une des réserves les plus importantes d'uranium au monde: 200.000 tonnes. De

nouveaux accords plus favorables sont négociés, cela pourrait renforcer la souveraineté économique du Niger et améliorer les conditions de vie de notre peuple.

Le Niger pourrait chercher à diversifier ses partenaires internationaux en se tournant vers d'autres puissances, comme la Russie ou la Chine, qui ont montré un intérêt croissant pour les ressources naturelles africaines. À Somina, l'une des plus grandes sociétés d'extraction d'uranium, fondée en 2007, plusieurs entreprises chinoises sont déjà présentes, telles que CNNC International, Zxjoy Invest et Trendfield Holdings Ltd.

De plus, la Chine a investi massivement dans notre secteur minier, avec des investissements directs et généreux, estimés à 2,68 milliards de dollars jusqu'en 2020, comprenant la réouverture de mines et la construction de pipelines. En 2007, le Niger a signé un accord avec la China National Nuclear Corporation (CNNC) pour l'exploitation de la mine d'Azalik. Cet accord a permis au Niger de diversifier ses partenaires en s'associant avec la Chine, contrebalançant la domination française dans le secteur.

Par ailleurs, le gouvernement militaire pourrait décider de nationaliser partiellement ou totalement l'exploitation de l'uranium. Il pourrait également renégocier les contrats pour augmenter la part des revenus qui reste au Niger. C'est ce qui s'est passé en 2014-2015 avec les accords de révision des termes financiers où suite de négociations difficiles, le Niger a obtenu une révision des termes des contrats avec Areva, augmentant les royalties sur l'exploitation de l'uranium de 5,5 % à 12 %. Ces accords visaient à rendre l'exploitation plus favorable au Niger.

Pour conclure, depuis le 26 juillet 2023, les nouvelles autorités ont exprimé leur volonté de revoir plusieurs de ces accords pour maximiser les bénéfices pour le Niger. Le gouvernement militaire a insisté sur une plus grande souveraineté économique et a exprimé des critiques envers certains contrats, en particulier ceux jugés inéquitables, particulièrement dans le secteur de l'uranium et du pétrole. Les autorités ont également laissé entendre qu'elles pourraient diversifier leurs partenaires économiques et se tourner vers de nouvelles puissances généreuses (comme la Russie ou d'autres acteurs non occidentaux) pour réduire la dépendance envers les entreprises occidentales. Cela pourrait aboutir à la signature de nouveaux contrats plus avantageux pour le pays.